

		Cameroun	
Caractéristiques générales			
Population	Millions hab		22,5
Superficie	km ²		475 400
PIB	Millions US\$		
PIB/hab	US\$	2014	1410
Croissance du PIB	%	2015	5,8%
		2016	4,7%
		2017	4,4% (prev. BAD)
		2018	4,3% (prev. BAD)
Taux d'inflation	%	2015	2,7%
		2016	2,2%
		2017	2,3% (prev. BAD)
		2018	2,3% (prev. BAD)
Solde budgétaire	% du PIB	2015	-2,5%
		2016	-3,3%
		2017	-2,3% (prev. BAD)
		2018	-1,8% (prev. BAD)
Balance commerciale	% du PIB	2015	-4,2%
		2016	-4,8%
		2017	-4,2% (prev. BAD)
		2018	-3,6% (prev. BAD)
Risque économique « pays » (A1, A2, A3, A4, B, C, D dans l'ordre croissant du risque)		2016	C
Contexte politique et institutionnel			
Le pays est dirigé par le président Paul Biya (83 ans), au pouvoir depuis 1982, et dont le sixième mandat court jusqu'en 2018. Le chef de l'Etat a su maintenir, jusqu'ici, un certain équilibre entre les			

différentes ethnies et communautés linguistiques. Cependant, sa succession pourrait être source d'incertitudes à moyen terme, en cela que son départ ou sa disparition pourrait déclencher des luttes au sein du parti au pouvoir et remettre en cause ce fragile équilibre. Le parti présidentiel devrait malgré tout parvenir à se maintenir au pouvoir, faute d'opposition crédible.

En ce qui concerne ses perspectives commerciales, le Cameroun a signé un accord de libre-échange avec l'Union Européenne en août 2016, permettant ainsi un accès préférentiel aux marchés des deux parties. Cependant, le principal enjeu auquel le Cameroun doit faire face est la dégradation de sa situation sécuritaire depuis 2013 du fait des incursions de la secte islamiste nigériane Boko Haram dans l'Extrême-Nord de son territoire. Les capacités militaires de la secte ont été réduites sous l'action conjuguée des armées du Nigéria, du Cameroun, du Tchad et du Niger, ce qui ne l'empêche cependant pas de mener, depuis juillet 2015, une campagne d'attentats-suicides dans cette partie du pays. Ce climat détérioré entraîne des déplacements massifs de populations, notamment des pays voisins (Tchad, Nigéria, République Centrafricaine) vers le Cameroun.

La sécurité et la stabilité politique est également menacé sur un deuxième front. Depuis la fin du mois d'octobre, la minorité anglophone (au Nord-Ouest et au Sud-Ouest du pays) se mobilise pour exprimer son mécontentement face à la perception d'une marginalisation politique et économique croissante, au profit de la majorité francophone. Les manifestations pour faire entendre ces revendications ont néanmoins rapidement dégénéré. La réaction du gouvernement de Paul Biya – déploiement massif de policiers pour disperser les manifestants, arrestations musclées, incarcération des leaders du mouvement, poursuite des activistes pour rébellion et actions terroristes et coupures d'internet dans les deux régions anglophones – alimente les tensions et ravive le malaise entre les deux communautés.

Dans ce contexte, l'environnement des affaires resterait difficile, le pays se classant 166ème sur 190 à la dernière édition du classement Doing Business.

Contexte financier

Les résultats budgétaires sont en voie d'amélioration. Les recettes pétrolières seraient en hausse sous l'effet de la remontée modeste des cours du pétrole. L'élargissement de l'assiette fiscale non-

	<p>pétrolière dans la loi de Finance 2017 devrait également permettre l'augmentation des recettes intérieures.</p> <p>De même, le rétablissement des droits de douane à 10 % sur le clinker et l'augmentation de la taxe spéciale sur les produits pétroliers devraient améliorer les recettes douanières. En parallèle, les principaux postes de dépenses porteraient sur les dépenses d'équipement, en lien avec la mise en œuvre des grands projets d'infrastructure et les dépenses sécuritaires, allouées en grande partie à la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram dans l'Extrême-Nord du pays.</p> <p>La remontée modeste du prix du baril serait à l'origine de la légère réduction du déficit courant en 2017, étant donné que les produits pétroliers constituent plus d'un tiers du total des exportations. Les autres produits de base, comme le bois, le cacao, l'aluminium et le coton continueront de diversifier la base d'exportation du pays. Toutefois, le besoin d'importations liées à la mise en œuvre des grands projets d'investissement sera encore important, si bien que la balance commerciale et celle des services devraient demeurer déficitaires. Il devrait en être de même pour celle des revenus, du fait des rapatriements de bénéfices des firmes étrangères. En revanche, la balance des transferts courants resterait soutenue par les remises des travailleurs expatriés.</p> <p>Le pays avait bénéficié d'un important allègement de dette en 2006 suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE. En quelques années, il s'est cependant rapidement ré-endetté. Le rythme élevé de progression de l'endettement extérieur à des conditions de plus en plus onéreuses (notamment auprès de la Chine), conjugué au recours grandissant aux émissions obligataires sur le marché régional (dont la dernière date d'octobre 2016) pour financer les projets d'infrastructure expliquent ainsi la tendance haussière de la dette publique. En outre, la faiblesse de la performance financière des entreprises publiques pourrait engendrer des risques de dette latente pour l'Etat. En 2015, le risque pesant sur la dette externe est passé de « modéré » à « élevé » selon le FMI. Les échanges visant à la mise en place du plan économique triennale, débutés en mars 2017, s'attacheront notamment à retrouver une maîtrise de la trajectoire de la dette.</p>
Contexte économique	
Evolution récente	En 2017, la croissance serait encore portée par l'investissement dans les projets d'infrastructure (mise en service du port en eau profonde de Kribi, construction de trois barrages et finalisation du deuxième

	<p>pont sur le Wouri). Par ailleurs, le secteur gazier serait en voie d'expansion, du fait l'avancement des champs gaziers offshore de Kribi. Cependant, cette industrie ne connaîtrait pas un développement uniforme, comme l'atteste l'annulation d'un autre projet d'usine de GNL.</p> <p>Le secteur primaire joue toujours un rôle important (20% du PIB en 2014) et tire des recettes non négligeables de son agriculture d'exportation (bois, cacao, banane, coton...). Cependant, la production de cacao serait moins importante en 2017 en raison de la sécheresse en 2016, au moment du semis. Ainsi, l'économie demeure fortement dépendante des aléas climatiques, malgré la douce reprise des cours mondiaux des produits de base en 2017 (à l'exception des ceux de cacao).</p> <p>Grâce à la découverte de nouveaux gisements et à la mise en œuvre de nouvelles technologies de forage, la production pétrolière s'est redressée, pour au moins quelques années.</p> <p>En mars 2017, les équipes du FMI ont engagé des échanges avec le Cameroun afin de mettre en œuvre un programme économique, appuyé par le fonds et visant, notamment, à dynamiser l'investissement privé, à soutenir une diversification de l'économie, rendre la croissance plus inclusive et à améliorer l'environnement des affaires.</p> <p>L'inflation devrait augmenter en 2017. Cela résulterait de la hausse des produits alimentaires (la sécheresse de 2016 affecterait les récoltes en 2017) et de celle des prix de l'énergie. Cependant, l'ancrage du franc CFA à l'euro continuera d'entretenir la stabilité des prix. En demeurant sous le seuil des 3%, celle-ci devrait soutenir la consommation des ménages, un des piliers de la croissance.</p>
Secteurs clés de l'économie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Agriculture ✓ Pétrole ✓ Pêche ✓ Sylviculture <p>Le secteur primaire contribue à environ 20% du PIB. Il emploie plus de 61% de la population active.</p>
Ressources agricoles	<p>Le Cameroun est un important producteur de bois, de cacao (232 500 tonnes en 2014/15) et de bananes, de café (40 000 tonnes en 2014/15), de coton, de tabac, de produits dérivés de la palme et de bétail.</p> <p>Il reste l'un des principaux producteurs mondiaux de certaines denrées alimentaires, notamment le cacao, le café, les bananes, les</p>

	<p>produits dérivés de la palme, mais aussi le tabac, le caoutchouc et le coton.</p> <p>La pêche et la sylviculture sont deux autres activités importantes du pays.</p>
Ressources minières	Bauxite et fer.
Ressources énergétiques	<p>Gaz, électricité, pétrole.</p> <p>Grâce à la découverte d'un nouveau gisement et à la mise en œuvre de nouvelles technologies de forage, la production pétrolière s'est redressée (elle est responsable, à l'heure actuelle, de plus de la moitié des exportations).</p> <p>Les nouvelles technologies, qui permettent de mieux mettre en valeur les anciens puits de pétrole, sont plus coûteuses, ce qui réduit proportionnellement les recettes pétrolières. A long terme, ces dernières devraient diminuer du fait de l'épuisement des réserves.</p> <p>La mise en service d'une centrale à gaz et la relance du programme thermique d'urgence ont permis d'accroître l'offre d'énergie.</p>
Production manufacturière	<p>Le secteur secondaire compte pour 30% du PIB.</p> <p>Les principales industries du pays sont l'industrie agroalimentaire, la scierie, la fabrication de biens de consommation légers et le textile.</p>
Activités de services	<p>Le secteur tertiaire représente près de la moitié du PIB (47% en 2013) et emploie près de 29% de la population active. Il profite de l'activité économique créée autour de grands projets énergétiques, de l'essor des télécommunications et du trafic aérien.</p> <p>Dans les télécom, plusieurs développements en 2015/16 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Construction d'un câble de 6000km entre Kribi et Fortaleza (Brésil) ✓ Extension du Nigéria au Cameroun (1100km) du câble sous-marin à fibre optique. ✓ Accès au haut débit grâce au satellite AMOS-5 (5)
Forces et faiblesses	
Points forts	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources agricoles, pétrolières et minières • Economie diversifiée, comparée à celle d'autres pays exportateurs de pétrole • Modernisation en cours des infrastructures <p>Importante réduction de dette obtenue en 2006 dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)</p>

Points faibles	<ul style="list-style-type: none"> • Comptes extérieurs et publics dépendants du pétrole • Menaces à long terme sur la viabilité de la dette du fait de la reprise rapide des emprunts • Croissance peu « inclusive » et environnement des affaires peu favorable • Montée de l'insécurité régionale et incertitude entourant la succession du chef de l'Etat
----------------	---

Entreprises du « Top 500 » des entreprises africaines en 2016

	Nom	Activité	Classement 2016	CA (MUSD)	Résultat net (MUSD)
	Société Nationale des Hydrocarbures (SNH)	Hydrocarbures	64	2332	32
	Société Nationale de Raffinage (SONARA)	Hydrocarbures, raffinage	102	1497	100
	S.A des Brasseries du Cameroun (SABC)	Industrie des boissons	215	651	5
	Total Cameroun	Hydrocarbures, services annexes	238	585	n.d
	MTN Cameroun	Opérateur télécom	258	552	n.d
	ENEO Cameroun	Production et distribution d'électricité	274	518	4
	Tradex	Hydrocarbures, services annexes	290	490	16
	Perenco Rio del Rey	Hydrocarbures	374	348	113
	Orange Cameroun	Opérateur télécom	377	346	n.d

	Groupe CFAO Cameroun	Groupe diversifié, représentant de marques	420	298	n.d
	Congelcam	Import-export des produits de la mer	478	253	3

Sources d'information	<p>1- Direction du trésor : https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/cameroun</p> <p>2- E54 (page 169)</p> <p>3- The African Centre for Economic Transformation (ACET) – 2014 African Transformation Report – « Growth with Depth » - 2014</p> <p>4- COFACE</p> <p>5- MOCI</p> <p>6- Jeune Afrique – Hors Série n°43 – 2016</p> <p>7- Banque africaine de développement</p>
------------------------------	---

Date de dernière mise à jour de la fiche	25/05/2017
---	------------

Voir également :

- les fiches « Transport et logistique » par pays, contenant des informations détaillées sur le transport routier et le transport ferroviaire
- les fiches « Ports maritimes »